



NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

Permanences du NPA 49 sur les marchés à Angers

Samedi 11h - 12h : place Imbach

Contacts

Angers

npa49@yahoo.fr

Cholet

npacholet@orange.fr

Saumur

npa_saumurois@hotmail.fr

(le site du NPA 49)

<http://npa49.free.fr>

(le blog du NPA Cholet)

<http://choletnpa49.unblog.fr>

Répondeur/Fax : 02 41 25 19 10

Taxe carbone : ELLE N'EST BONNE NI POUR LE CLIMAT, NI POUR LES PLUS PAUVRES !

La taxe carbone est une arnaque de plus, un nouveau coût à payer par la population qui ne permettra pas d'amorcer une véritable réduction des émissions de CO2 pourtant urgente face au réchauffement climatique.

Elle est présentée comme une mesure de bon sens pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique : intégrer dans le prix des produits, le coût lié à la quantité de carbone nécessaire à leur production. Plus un produit aura nécessité de pétrole ou de charbon pour sa production et son transport, plus il sera taxé, donc moins il devrait être consommé.

Mais, en réalité, il s'agit de faire payer aux consommateurs - donc à la population... - les conséquences du gaspillage des ressources naturelles.

Ce sont bien les patrons qui organisent la production, qui multiplient les transports routiers pour mettre les salariés en concurrence et augmenter les profits. Et c'est le gouvernement qui détruit le fret pour le transport des marchandises par le rail...

Alors que le gouvernement multiplie les cadeaux aux entreprises (suppression de la taxe professionnelle, exonération des heures supplémentaires, etc.), la taxe carbone est une nouvelle façon de faire payer aux salariés la facture de son irresponsabilité, tout en préservant les profits des plus gros pollueurs.

En effet, le choix d'exonérer l'électricité (produite par l'industrie nucléaire réputée à tort ne pas produire de gaz à effet de serre), l'exonération de certaines entreprises disposant de quotas gratuits sur le marché des droits à polluer européen, ainsi que le prix volontairement bas de la tonne de CO2 permettront aux entreprises de conserver leurs modes de production polluante.

Sarkozy détourne l'urgence climatique pour compenser les ressources fiscales manquantes à cause des cadeaux faits aux plus riches et aux patrons avec le paquet fiscal et la suppression de la taxe professionnelle.

Le système capitaliste fondé sur le « produire toujours plus pour profiter toujours plus » ne peut pas résoudre cette crise climatique.

Changer le monde, pas le climat !

Le NPA défend un plan d'urgence social et écologique :

- La réquisition des grandes entreprises de l'énergie (comme Total, Suez, Edf, Gdf) pour créer un service public de l'énergie et mettre en œuvre un plan d'économie énergétique, le développement des énergies renouvelables et la sortie du nucléaire.
- La tarification progressive sur l'eau et l'énergie : les gros consommateurs, gaspilleurs et pollueurs payant plus pour financer la gratuité pour les besoins vitaux de l'immense majorité.
- Des transports collectifs pour les déplacements quotidiens, gratuits, confortables et accessibles

Un service public du logement pour des logements en nombre, confortables et correctement isolés donc économes en énergie...



Non à l'accroissement de 25% du « forfait hospitalier ». SOINS GRATUITS POUR TOUS !

Le gouvernement vient d'annoncer son projet de faire passer le forfait hospitalier de 16 à 20 €. Ce serait une augmentation de 25% de cet impôt sur le malade hospitalisé ! Il annonçait en même temps un nouveau déremboursement des médicaments anti-douleur (paracétamol...) de 35 à 15% !

Comment paieront les 8% de patients qui faute de moyens n'ont pas de mutuelles ? Pour les autres, l'augmentation du forfait hospitalier se traduira par une nouvelle augmentation de leurs assurances complémentaires qui prévoient dès maintenant une augmentation des cotisations de 8% par an dans les années à venir !

Ces mesures sont une nouvelle fois justifiées au nom du prétendu « déficit » de la sécurité sociale !

Rappelons donc une nouvelle fois, que le déficit est le résultat de choix politiques (31 milliards d'exonérations de cotisations patronales, alors que le « déficit » est de 20 milliards) ! Sans parler des suppressions d'emplois et des bas salaires qui sont autant de cotisations sociales en moins !



Contre l'Ordre infirmier et tous les ordres professionnels !

Les 500 000 infirmier-e-s que compte le pays viennent de recevoir un dossier d'inscription au Conseil National de l'Ordre Infirmier. Les dossiers sont censés être renvoyés avant le 30 septembre accompagné d'un chèque de 75 € !

Un ordre illégitime!

Les professionnels avaient massivement boudé les élections au conseil de l'ordre en 2008: 14% de participation en moyenne.

Un ordre dangereux !

La raison d'être des ordres est d'organiser une profession de façon corporatiste. Rappelons que l'ordre des médecins par exemple fut créé dans la France de Pétain ... Les ordres servent de relais aux politiques de casse du service public de santé et «court-circuitent» les organisations syndicales en servant d'interlocuteurs dociles auprès des pouvoirs publics.

Le NPA 49 apporte son soutien à l'intersyndicale de la santé du Maine et Loire qui appelle à ne pas renvoyer les dossiers d'inscription et à ne pas payer la cotisation. Payer pour travailler, non !

Le NPA exige l'abrogation de toutes les lois portant création des ordres et la dissolution de tous les ordres en place (kinés, pédicures podologues, médecins...).

NON A LA PRIVATISATION DE LA POSTE !

Pour son dernier conseil des ministres avant les vacances d'été, le gouvernement Fillon a choisi de s'attaquer au service public postal en fixant à l'automne le débat parlementaire sur la privatisation de La Poste par le biais d'un changement de statut et de l'ouverture du capital. Il faut d'urgence organiser la riposte, dans les communes jusqu'au niveau national.

Les déclarations d'intention sur l'ouverture à des capitaux 100% publics ainsi que les promesses sur le respect des missions actuelles de La Poste ne peuvent en effet tromper personne. Les différents gouvernements qui ont précédé celui actuellement en place ont tous utilisé cet argument avant d'engager la privatisation du service public.

Le changement de statut, l'ouverture du capital permet justement aux capitaux privés de s'engouffrer dans la brèche et de faire tomber dans leur escarcelle une entreprise publique. Qu'on se rappelle Air France, France Télécom, GDF et EDF, par exemple. Quant aux promesses de Sarkozy, chacun se rappelle celle qu'il avait faite à propos de GDF (participation de l'état à hauteur de 70%) avant de piétiner allègrement ses déclarations antérieures (35% depuis la fusion avec Suez).

La privatisation de La Poste et de ses missions s'inscrit en droite ligne dans la politique libérale de la Commission européenne qui vise à introduire à promouvoir privatisation et concurrence en lieu et place du service public.

Pour lutter contre une privatisation synonyme de suppression d'emplois, de fermetures de bureaux, de dégradation supplémentaire pour le public, une mobilisation sur la durée des salariés de La Poste avec leurs organisations syndicales, des associations, des partis politiques et des usagers est indispensable.

D'ores et déjà, des rendez-vous de mobilisation sont prévues avec une journée de grève et de manifestation en septembre et un référendum dans les localités, le 3 octobre, par le **Comité national contre la privatisation de La Poste** (<http://www.appelpourlaposte.fr>), dont le NPA est partie prenante.

Le NPA 49 participera à toutes les initiatives angevines et nationales qu'il est nécessaire d'impulser pour faire échec à cette attaque majeure contre le service public.

Mardi 22 septembre à 10h à Angers, depuis la poste de Bamako jusqu'à la préfecture : manifestation syndicale unitaire des postiers et usagers contre la privatisation de La Poste.

Du 28 septembre au 3 octobre, votation contre la privatisation de La Poste.

**Chaque
semaine,
LISEZ...**

